

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Europe du Sud-Est

*Bulgarie, Chypre, Grèce, Moldavie, Roumanie*

Une publication du SER d'Athènes en collaboration avec les SE de Bucarest et de Sofia  
Edition du 9 mai 2024

### LE CHIFFRE A RETENIR

**2,987 Mds €**

**L'excédent primaire grec au premier trimestre 2024**

**Bulgarie** : Avis positif de la BCE sur le projet de loi sur l'introduction de l'euro en Bulgarie // Maintien de la notation à « BBB » avec une perspective positive par Fitch // Evaluation du PNEC de la Bulgarie par la Commission // Atelier bulgare-américain sur la technologie des SMR // Investissement de Webit Investment Network dans la société française InHeart

**Chypre** : Selon le Conseil de l'Europe, Chypre progresse dans la lutte contre le blanchiment d'argent // L'excédent budgétaire chypriote pour la période janvier-mars 2024 s'est élevé à 523 M€, soit 1,7 % du PIB // À la fin de décembre 2023, la dette des ménages à Chypre représentait 66 % du PIB

**Grèce** : Exécution budgétaire janvier-mars 2024 // En mars 2024, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières était de 10,2 % // Dans ses dernières perspectives économiques l'OCDE a indiqué que la Grèce devrait connaître une croissance de 2% cette année et de 2,5% en 2025 // Le Programme de stabilité 2024 confirme la résilience de l'économie grecque // Recul de 8,63% de la demande de gaz au premier trimestre 2024.

**Moldavie** : Les chefs d'entreprises moldaves anticipent un rebond modéré de l'activité au deuxième trimestre // Le déficit budgétaire de la Moldavie a reculé de 12% // L'Union européenne autorise les importations de volailles moldaves // Le parlement a ratifié le programme de réforme du secteur forestier

**Roumanie** : L'Indice de Prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de 7,9% en février // Le taux de chômage a reculé de 0,3 pp, à 5,3%, au mois de mars // Le déficit budgétaire roumain s'est creusé au premier trimestre, à 2,1% du PIB // La Commission européenne a validé une aide d'État à Tarom d'un montant total de 473 M RON (95,3 M€) // Le groupe roumain Premier Energy annonce le rachat pour 88 M€ d'un champ éolien de 80 MW

# Bulgarie

## Actualités macroéconomiques et financières

### [Avis positif de la BCE sur le projet de loi sur l'introduction de l'euro en Bulgarie.](#)

Le 2 mai 2024, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a adopté un [avis](#) positif sur le projet de loi relatif à l'introduction de l'euro en Bulgarie. (Le pays a l'ambition d'adhérer à la zone euro en 2025 mais pour le moment ne remplit pas le critère de stabilité des prix). La BCE salue l'objectif du projet de loi visant à créer les conditions d'une transition en douceur vers l'euro et d'une mise en œuvre en temps opportun des mesures nécessaires à cet égard. La BCE salue également les textes proposés dans le projet de loi selon lesquels l'échange de billets et de pièces de BGN en EUR par la Banque nationale de Bulgarie s'effectuera gratuitement et en quantité illimitée. La BCE note également l'approche envisagée dans le projet de loi consistant à prévoir des dispositions juridiques garantissant l'impossibilité de modifications défavorables des taux d'intérêt sur les dépôts et les crédits, assurant ainsi la protection des consommateurs. Par ailleurs, la BCE formule certaines remarques techniques liées à la rédaction de textes spécifiques du projet de loi afin d'assurer une conformité complète avec la réglementation européenne pertinente à laquelle ils se réfèrent.

### [Maintenance de la notation à « BBB » avec une perspective positive par Fitch.](#)

L'agence Fitch a [annoncé](#), le 26 avril dernier, le maintien de sa notation du pays à long terme à « BBB », avec une perspective positive. L'agence souligne la stabilité de la position extérieure et des comptes publics ainsi que l'appartenance du pays à l'UE et le fonctionnement depuis longtemps d'un régime de caisse d'émission. En même temps, la faible productivité du travail et les facteurs démographiques défavorables pèsent sur la croissance potentielle et les finances publiques à long terme. La perspective positive est liée à l'adhésion future à la zone euro. Malgré le report de l'adoption de l'euro au-delà de janvier 2025, Fitch considère qu'il existe un large engagement politique au niveau local et européen en faveur de l'adhésion du pays à la monnaie unique. Selon Fitch, la Bulgarie pourrait respecter le critère de stabilité des prix (le seul qu'elle ne remplit pas actuellement) au plus tôt au 4<sup>ème</sup> trimestre 2024, sous réserve de l'évolution de l'inflation dans l'UE (l'inflation harmonisée IPCH en moyenne annuelle de doit pas dépasser la moyenne des taux des trois États membres de l'UE ayant l'inflation la plus faible +1,5 pp). Fitch prévoit un taux d'inflation IPCH en moyenne annuelle de 3,3 % en 2024 en Bulgarie. Néanmoins, l'absence de gouvernement stable et les éventuelles négociations de coalition longues après le scrutin législatif anticipé le 9 juin 2024 pourraient retarder l'entrée dans la zone euro au-delà de 2025.

## Actualités sectorielles

### [Évaluation du PNEC de la Bulgarie par la Commission.](#)

Dans son [évaluation](#) du plan national énergie climat de la Bulgarie (transmis le 20 février par le gouvernement de Nikolaï Denkov), la Commission européenne recommande au pays de rehausser ses ambitions conformément aux objectifs de l'UE pour 2030. Parmi les remarques de la Commission sont : le manque d'explications claires sur les étapes de la libéralisation du marché de l'énergie, l'absence d'une répartition des investissements dans le domaine de la recherche et l'innovation sur la période 2030-2050, le manque de projections concernant les émissions de gaz à effet de serre, l'absence d'une analyse des vulnérabilités et des risques climatiques pour atteindre les cibles nationales ainsi que d'une analyse claire des impacts de la transition climatique sur l'emploi et les compétences. Le gouvernement bulgare doit retourner à Bruxelles son plan corrigé d'ici le 30 juin en répondant aux [recommandations](#) de la Commission.

**Atelier bulgaro-américain sur la technologie des SMR.** Le vice-ministre de l'Énergie, Georgi Samandov, a participé [le 7 mai](#) à l'atelier dans le cadre du programme américain FIRST (Foundational Infrastructure for Responsible Use of Small Modular Reactor Technology). Il a souligné l'importance de l'énergie nucléaire (représentant environ 40 % de la production brute d'électricité) et les grands projets de la Bulgarie dans ce domaine (construction des unités 7 et 8 de la KNPP, prolongation de la durée de vie des réacteurs 5 et 6, construction d'un site de stockage des déchets radioactifs). Selon le vice-ministre, le développement et l'intégration des petits réacteurs modulaires, complémentaires aux grands réacteurs existants, sont essentiels pour la réalisation de la transition verte. Les possibilités de mise en œuvre de ces capacités en Bulgarie sont analysées afin de garantir la sécurité du système énergétique du pays.

**Investissement de Webit Investment Network dans la société française InHeart.** La société bulgare de capital-risque Webit Investment Network a annoncé [le 7 mai](#) un investissement de 200 000 € dans la société française [InHeart](#) spécialisée dans des solutions de traitements cardiaques. L'investissement fait partie du montant de 12,2 M€ levé par InHeart. Parmi les autres investisseurs figurent les fonds Elaia, Vesaluis Biocapital, NACO, Sagana, CWR Funds etc. InHeart utilisera ces fonds pour développer davantage sa plateforme, permettant une synergie entre l'IA et l'imagerie avancée pour personnaliser les traitements cardiaques.

## Chypre

### Actualités macroéconomiques et financières

**Selon le Conseil de l'Europe, Chypre progresse dans la lutte contre le blanchiment d'argent.** Le 2 mai 2024, le Comité d'experts sur l'évaluation des mesures de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme du Conseil de l'Europe (MONEYVAL) a rendu public [un rapport de suivi consacré à Chypre](#), mettant en lumière des progrès depuis l'évaluation précédente réalisée en 2019. Dans ce rapport, il est mentionné que Chypre a amélioré sa conformité aux normes de MONEYVAL, notamment dans les domaines des nouvelles technologies et des organisations à but non lucratif. Plus spécifiquement, Chypre a renforcé son régime réglementaire concernant les actifs virtuels et a mis en œuvre plusieurs mesures visant à évaluer le risque de financement du terrorisme par le secteur à but non lucratif. Ces mesures sont saluées comme des avancées positives, cependant, MONEYVAL souligne la nécessité pour Chypre de continuer à mettre en œuvre pleinement ces mesures pour garantir une efficacité maximale dans la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

**L'excédent budgétaire chypriote pour la période janvier-mars 2024 s'est élevé à 523 M€, soit 1,7 % du PIB.** (Cystat) Les recettes totales ont augmenté de 332,8 M€, atteignant 3,22 Mds€ contre 2,89 Mds€ en 2023. Les dépenses totales ont également augmenté, passant de 2,51 Mds€ en 2023 à 2,7 Mds€ en 2024, soit une augmentation de 186,2 M€.

**À la fin de décembre 2023, la dette des ménages à Chypre représentait 66 % du PIB,** tandis que la dette des entreprises [atteignait 133 % du PIB](#). Les actifs financiers des ménages se chiffraient à 55,8 Mds€, avec une dette de 19,7 Mds€. Pour les entreprises, la dette était de 39,4 Mds€. Comparé à 2016, les ratios dette/PIB ont diminué significativement, s'approchant respectivement de 50 % pour les ménages et de 78 % pour les entreprises.

**Exécution budgétaire janvier-mars 2024** (données définitives): le déficit budgétaire s'est élevé à 44 M€, contre un objectif de déficit de 817M€ prévu au titre de la loi de finances 2024 et un excédent de 220 M€ enregistré sur la même période 2023. L'excédent primaire est de 2, 987 Md€ , contre un objectif d'excédent primaire de 2,133 Md€ et un excédent primaire de 3,079 Md€ sur la même période 2023 (l'excédent primaire concerne uniquement le Gouvernement central et non le Gouvernement général qui comprend les résultats budgétaires des collectivités locales et les organismes de la sécurité sociale). Les recettes nettes du budget de l'Etat se sont élevées à 16,823 Md€, en hausse de 430 M€ (+2,6%) par rapport à l'objectif de la Loi de finances 2024. Ceci est notamment attribuée à la hausse des recettes fiscales et des recettes du Programme d'investissement. Les recettes fiscales se sont élevées à 14,844 Md€, en hausse de 598 M€ (+ 4,2 %) par rapport à l'objectif figurant dans l'exposé des motifs du budget 2024. Les recettes totales du budget d'investissement public se sont élevées à 2,336 Md€, en hausse de 1,029 Md€ par rapport à l'objectif (3,294 Md€). Les dépenses atteignent 16, 867 Md€, en baisse de 343 M€ par rapport à l'objectif (17, 210 Mds€), inscrit dans la Loi de finances 2024, mais en hausse de 245 M€ par rapport à la même période 2023, en raison de l'augmentation des dépenses d'investissement de 783 M€. ([Ministère grec de l'Economie et des Finances](#))

**En mars 2024, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières était de 10,2 %**, en baisse par rapport aux 11,4 % de mars 2023 (révisé à la hausse) et au taux de 10,8 % de février 2024 (révisé à la baisse). Le nombre de travailleurs s'est élevé à 4 325 848 personnes, en hausse de 115 672 personnes (2,7%) par rapport à mars 2023 et de 33 442 personnes par rapport à février 2024 (0,8%). Le nombre de chômeurs s'est élevé à 492 867 personnes, en baisse de 47 319 personnes par rapport à mars 2023 (-8,8%) et de 24 176 personnes par rapport à février 2024 (-4,7%). Le taux de chômage des femmes (13,8%) reste nettement supérieur à celui des hommes (7,2 %). De même, le taux de chômage des jeunes des 15 à 24 ans s'est établi à 21,1% et reste nettement supérieur à celui du reste de la population ([ELSTAT](#)).

**Dans ses dernières perspectives économiques l'OCDE a indiqué que la Grèce devrait connaître une croissance de 2% cette année et de 2,5% en 2025**, la hausse de l'emploi et des salaires réels ainsi que le dynamisme du tourisme stimulant la consommation. L'absorption des ressources du Fonds de relance et de résilience et l'amélioration continue de la solidité des banques devraient soutenir l'investissement, malgré des conditions financières tendues, selon le rapport. Toutefois, l'investissement devrait rester faible en 2024 (2,8 % contre 3,9 % en 2023) pour s'accélérer à 9,1 % en 2025. La hausse de productivité et l'ajustement budgétaire- en raison de la dette élevée- restent les principaux défis pour le pays. Une croissance économique forte et soutenue sera nécessaire pour poursuivre la réduction de la dette, parallèlement aux dépenses élevées qui sont nécessaires en raison de la faiblesse des investissements pendant la décennie de crise, du vieillissement de la population et de la lutte contre le changement climatique, selon le rapport ([Greece Economic Snapshot - OECD](#)).

**Le Programme de stabilité 2024, récemment soumis à la Commission européenne, confirme la résilience de l'économie grecque.** Malgré la baisse de la prévision de croissance pour 2023 de 2,4%<sup>1</sup> à 2,0%, elle est tirée par la consommation privée (+1.8%), l'investissement et les exportations nettes de services et elle demeure très supérieure à celle de l'UE et de la zone euro (0,5%). La croissance devrait atteindre 2,6% en 2025. Pour 2024, dans le détail :

<sup>1</sup> Dans la loi de finances 2024, publiée en décembre dernier.

- L'investissement total a été révisé à la baisse (de 7,1% à 4%) pour 2023, ainsi que pour 2024 (de 15,1% à 9,1%), ce qui s'explique par le report des impacts directs du PNRR sur l'économie en 2025 (14,4%). Les flux d'IDE se sont élevés à 4,5 Md€ (soit 2,0% du PIB), principalement dirigés vers des activités manufacturières et immobilières.
- Le déficit du compte courant 2023 s'est réduit de 4 points de PIB par rapport à 2022 (-6,3% contre -10,3%), principalement en raison de la baisse plus importante des importations de carburants par rapport à celle des exportations et d'une amélioration de l'excédent de la balance des services de voyages. Les recettes des voyages ont augmenté de 13% par rapport à leur niveau de 2019, pour s'élever à 20,5 Md€, soit 9,3% du PIB. En 2024, les exportations totales devraient à nouveau croître plus rapidement que les importations, mais à un rythme plus soutenu (3,7% contre 3,5%).
- L'indice des prix à la consommation harmonisé, quant à lui, s'est élevé à 4,2% en 2023 après le sommet de 9,3% en 2022. Il est prévu de décélérer progressivement à 2,6% en 2024 avant d'atteindre le seuil de 2% en 2025.
- Le marché du travail a maintenu sa dynamique positive, avec une hausse de l'emploi et une baisse du chômage, bien qu'à un rythme plus lent (11,1%) par rapport à 2022 (12,5%). Il devrait encore reculer à 10,6% en 2024 et à 9,9% en 2025.
- Sur le front budgétaire, la Grèce fait preuve de bonnes performances. Le déficit public suit sa tendance baissière (2023 : -1,6% du PIB ; 2024 : -1,2% ; 2025 : -0,9%), tandis que le pays a de nouveau dégagé un excédent primaire de 1,9% du PIB en 2023, ce chiffre devrait être de 2,1% en 2024 et 2025. La dette publique a reculé de près de 11 points de PIB en un an pour atteindre 161,9% en 2023 et doit passer de 152,7% du PIB en 2024 à 146,3% en 2025. ([Ministère grec des Finances](#)).

## Actualités sectorielles

**[Recul de 8,63% de la demande de gaz au premier trimestre 2024, qui s'est établie à 16,51TWh](#)**, contre 18,07 TWh au cours de la même période l'année dernière. Le recul est attribué à la baisse significative des exportations (-94,89%, de 5,68 TWh à 0,29 TWh), en raison de l'augmentation des importations de gaz de la Bulgarie en provenance de la Turquie. En revanche, une hausse notable de 30,91% a été enregistrée dans la consommation intérieure de gaz, atteignant 16,22 TWh contre 12,39 TWh au premier trimestre 2023. Les producteurs d'électricité restent les principaux consommateurs (55,49 % de la demande intérieure). Le GNL (6,93TWh) a représenté 39 % des importations totales. Les Etats-Unis ont été le principal fournisseur du pays (4,54 TWh, soit 65% de ses importations totales de GNL), suivis par la Russie (1,91TWh- 27,5%) et l'Algérie (0,48TWh) ([DESFA's data for natural gas consumption in the first quarter of 2024 - desfa.gr](#))

# Moldavie

## Actualités macroéconomiques et financières

**[Les chefs d'entreprises moldaves anticipent un rebond modéré de l'activité au deuxième trimestre](#)**, porté par un chiffre d'affaires qui devrait progresser de 5%. Les dirigeants anticipent une légère baisse du nombre d'employés ainsi que des hausses tarifaires. Les entreprises manufacturières, les PME et les grands groupes sont les acteurs les plus optimistes. Par ailleurs, 61% des chefs d'entreprise déclarent avoir rencontré des difficultés au cours du premier trimestre, principalement en raison d'une demande insuffisante (pour 30,4% d'entre eux) et du manque de travailleurs qualifiés (22,4%).

**[Le déficit budgétaire de la Moldavie a reculé de 12%](#)**, en g.a, au premier trimestre, à 2,2 Mds MDL (120 M€). Les recettes budgétaires de l'État ont augmenté de 0,65% par rapport au T1 2023, pour atteindre 15,6 Mds MDL (820 M€), alors que les dépenses ont reculé de 1,1%, à 17,8 Mds MDL (940 M€) du fait de la réduction des mesures de soutien aux ménages mises en place suite au déclenchement de la guerre

en Ukraine et visant, en particulier, à limiter les impacts de la hausse des prix de l'énergie.

## Actualités sectorielles

**L'Union européenne autorise les importations de volailles moldaves,** fraîches ou congelées. Cette autorisation est l'aboutissement d'un processus de 7 ans durant lequel le pays a harmonisé ses règles nationales en matière de sécurité alimentaire et sanitaire avec les normes communautaires. Pour rappel la Moldavie avait déjà obtenu, en mars 2023, le droit d'exporter de la viande de volaille transformée et des œufs vers l'UE.

**Le parlement a ratifié le programme de réforme du secteur forestier** découlant d'un accord entre la République de Moldavie et l'Agence Française de Développement (AFD). Cet accord prévoit l'octroi, par l'AFD, d'un financement de 40 M€, qui sera décaissé pour moitié en 2024 et pour moitié en 2025. Ce financement est conditionné à la mise en œuvre de réformes renforçant la gouvernance forestière.

# Roumanie

## Actualités macroéconomiques et financières

**L'Indice de Prix à la Production Industrielle (IPPI) a reculé de 7,9% en février,** en g.a, et poursuit sa décrue pour le neuvième mois consécutif après les fortes hausses enregistrées en 2022 et 2023. Le recul de l'IPPI est principalement dû la baisse des prix à la production sur le marché domestique (-10,1%) et des prix à la production de l'énergie (-23,4%).

**Le taux de chômage a reculé de 0,3 pp, à 5,3%, au mois de mars,** enregistrant ainsi son plus bas niveau depuis juillet 2021. Le taux de chômage des hommes (5,7%) et des femmes (4,9%) ont reculé dans les mêmes proportions. Le pays compte 441 200 demandeurs d'emploi, soit 25 300 de moins qu'au mois de février et dont 74,1% sont âgés de 25 à 74 ans. Si le chômage continue de reculer structurellement depuis plusieurs années, il avait légèrement rebondi au second semestre 2023, porté par le ralentissement de l'activité.

**Le déficit budgétaire roumain s'est creusé au premier trimestre, à 2,1% du PIB** (+0,7 pp en g.a.), et atteint 35,9 Mds RON (7,2 Mds €). La hausse des recettes budgétaires (+15,8%, à 26,6 Mds €) s'est révélée insuffisante face à la progression des dépenses (+22,7%, à 33,8 Mds €), tirée par une forte hausse des dépenses d'investissement (+70%).

## Actualités sectorielles

**La Commission européenne a validé une aide d'Etat à Tarom d'un montant total de 473 M RON (95,3 M€).** Cette aide doit permettre d'une part (i) l'annulation d'une dette d'environ 246 M RON (49,5 M€), correspondant au montant de l'aide au sauvetage de Tarom approuvée par la Commission en février 2020, et d'autre part (ii) une injection de capital d'environ 227,50 M RON (45,8 M€). Tarom prévoit de générer à nouveau des bénéfices en 2026.

**Le groupe roumain Premier Energy annonce le rachat pour 88 M€ d'un champ éolien de 80 MW,** situé près de Constanta et détenu par l'espagnol Iberdrola. Premier Energy, présent sur les marchés roumain et moldave, et disposant d'une capacité installée de 900 MW d'énergies renouvelables en Roumanie, renforce

ainsi sa position sur le marché local. La transaction doit être finalisée au cours de l'été, après avoir reçu les autorisations nécessaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional d'Athènes

Rédaction : SER d'Athènes, SE de Bucarest, SE de Sofia

Abonnez-vous : [athenes@dgtresor.gouv.fr](mailto:athenes@dgtresor.gouv.fr)